

AU MAGASIN AU BUREAU A L'USINE
pour vêtements
Rhumus et Engulures
CHAUSSEZ-VOUS
avec les
PANTOUFLES
semelles cuir, et
SABOTS
semelles caoutchouc
FOURRES LAPINS
En vente aux
CHAUSSURES DOLLY
20, Rue de Lagnoy, 20
ROUBAIX

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS
Nord et limitrophes..... 3 mois, 17,00; 6 mois, 32,00; 1 an, 60,00
France et Belgique..... 3 mois, 18,00; 6 mois, 34,00; 1 an, 64,00
Union postale..... 3 mois, 20,00; 6 mois, 38,00; 1 an, 72,00

REDACTION - ANNONCES
ABONNEMENTS

ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 24 et 1906. Intec. 6.
TOURCOING : 33, rue Carot. Téléph. 37.
Chèques postaux 87 Lille.

ARTICLES D'HIVER
SNOW-BOOTS
BOTTINES DRAP
PANTOUFLES
GUETRES
en CUIR
en DRAP
en JERSEY
se trouvent chez
CHAUSSURES DOLLY
20, Rue de Lagnoy, 20
ROUBAIX

LA CRISE MINISTERIELLE

**COMME M. BRIAND
M. DOUMER RENONCE
A FORMER LE CABINET**
**M. Doumergue
fait appel
à M. Herriot**



M. HERRIOT

Paris, 25 novembre. — Le refus de M. Paul Doumer était, dès ce matin, considéré comme probable, étant donné l'attitude prise par le groupe radical-socialiste.
Le président de la Commission sénatoriale des Finances ne s'est inquiété, dans ses pourparlers, que de la nécessité de réunir les éléments d'une majorité républicaine suffisamment forte et équilibrée pour l'aider à faire aboutir rapidement son plan d'assainissement financier.
Les courants des radicaux-socialistes lui paraissent indispensables pour l'accomplissement de cette tâche. Or, les radicaux-socialistes, au contraire de ce qu'il a fait appel, ont déclaré ne pas pouvoir s'associer à ses conceptions financières.
M. Herriot, qu'il avait consulté en premier lieu, ne lui avait fait que dissimuler qu'il n'aurait pu s'engager à collaborer, sur ce point, les membres de la majorité de gauche.
M. Paul Doumer n'a pas moins poursuivi ses démarches, mais elles sont restées vaines, les radicaux-socialistes persistant dans leur attitude négative. C'est alors que M. Doumer s'est rendu à l'Élysée, pour faire connaître au chef de l'État qu'il renonçait à former le Cabinet et que M. Doumergue a fait appel à M. Herriot.

Les démarches de M. Doumer

Paris, 25 novembre. — M. Doumer a commencé ce matin ses consultations.
Après s'être entretenu avec MM. Briand et Sarraut, il a vu M. Chautemps, puis il est venu au Luxembourg, où il a rencontré M. Bérenger et plusieurs autres sénateurs.
Les éléments qu'il a recueillis ne lui paraissent pas suffisants, il a informé M. Doumergue que la visite qu'il devait lui faire à la fin de la matinée, serait ajournée à cet après-midi.

La réunion des groupes de gauche

Paris, 25 novembre. — La réunion des bureaux ou comité directeur des groupes de gauche a eu lieu ce matin, à la Chambre, aussitôt après celle du groupe radical-socialiste.
M. Blum a fait un exposé du point de vue socialiste dans la crise actuelle, en commentant la motion votée la veille par le groupe sans en attendre le sens dans aucune de ses parties, mais en ajoutant que le parti S.F.I.O. n'était pas opposé à tout esprit de conciliation.

Les questions de M. Sarraut

M. Maurice Sarraut, se faisant le porte-parole du groupe radical-socialiste, a déclaré avoir en ce qui concerne la motion socialiste, les radicaux-socialistes et les socialistes, les mêmes points de vue.
C'est, dit-il, la satisfaction de constater que ceux qui avaient été adversaires de la collaboration, sont devenus maintenant partisans d'une action commune.

M. Blum répond

A ces interrogations, M. Blum a répondu en substance :
— En premier lieu, nous n'avons, dit-il, M. Blum, nous avons quelques appréhensions de la dissolution, mais la partie radicale n'est pas opposée à la dissolution. Elle fait simplement allusion à l'impression que pourrait produire dans le pays et aux conséquences de son redoublement de la situation.
En deuxième lieu, au point de vue financier, le parti radical-socialiste envisage sans doute quelques aménagements de son projet, et tout cela est le principe essentiel du parti. Un coup de frein doit être donné d'une façon désespérée, mais bien entendu en évitant autant que possible les conséquences d'un freinage trop brutal.

Ce que dit M. Doumer

M. Doumer est arrivé au Palais du Luxembourg à 11 h. 10. Il a fait aux journalistes la déclaration suivante :
« J'ai d'abord vu quelques membres du Cabinet. L'après-midi, j'ai vu M. Herriot, en raison du gala de l'Opéra, aller ainsi voir que j'avais désiré. L'après-midi, j'ai vu M. Herriot, puis au Quai d'Orsay, aux divers personnalités politiques. « Avec vous des concours fermes ? » demandait-on. On en a toujours trop, répondit M. Doumer. « Et après-midi, je reviendrai au ministère des Affaires étrangères, puis j'irai ensuite à la présidence de la Chambre. « M. Doumer, de ces conditions de la ma visite à M. Doumer. Les consultations se font surtout par téléphone. »

Les radicaux prétendent tenir l'expérience avec les socialistes

Paris, 25 novembre. — Le groupe parlementaire radical-socialiste, le bureau du Comité exécutif et quelques sénateurs du parti, se sont réunis ce matin.
MM. Hugot et Nogro ont fait quelques réserves sur la participation socialiste.
Les conditions de M. Franklin-Bouillon
M. Franklin-Bouillon veut bien tenir l'expérience d'une collaboration avec les socialistes aux conditions suivantes :
1^o Programme nettement défini sur les quatre points essentiels de la politique

M. Paul Doumer continue ses démarches

M. Paul Doumer est arrivé au Quai d'Orsay à 15 heures 15 et s'est entretenu avec M. Briand jusqu'à 16 heures.
M. Paul Doumer est sorti ensuite à pied, se rendant chez M. Herriot, président de la Chambre des députés, qu'il a quitté à 16 heures 55, retournant au Quai d'Orsay pour conférer de nouveau avec M. Aristide Briand.

M. Doumer renonce à reformer le Cabinet

M. Paul Doumer a quitté à 17 heures 10 le Quai d'Orsay, se rendant à l'Élysée, où il va conférer avec le Président de la République.
En quittant l'Élysée à 18 heures 15, M. Paul Doumer a déclaré aux membres de la presse :
« N'ayant pas obtenu toutes les adhésions nécessaires à la réalisation du programme de redressement financier que j'avais préparé, j'ai prié M. le Président de la République de me décharger de la mission de constituer le Cabinet. »

Et voici M. Herriot...

Paris, 25 novembre. — M. Herriot, mandaté par le Président de la République est arrivé, à 8 heures 30, à l'Élysée, accompagné de M. Israël.
Il a reçu mission de former le Cabinet.
L'entretien de M. Herriot avec le Président de la République s'est prolongé de 15 h. 30 à 20 heures. En quittant l'Élysée, le Président de la Chambre a déclaré : Je vais faire tout mon possible pour répondre à la confiance de M. le Président de la République.

Un communiqué de la Présidence de la République

D'autre part, la présidence de la République a communiqué, après le départ de M. Herriot, la courte note suivante :
« Le Président de la République, à la suite de l'insuccès des démarches de M. Doumer et de M. Briand, a offert à M. Herriot, qui l'a acceptée, la mission de constituer le Cabinet. »
En quittant l'Élysée, M. Herriot est resté à la présidence de la Chambre d'où il est reparti pour aller rendre visite, au Luxembourg, à M. de Selves, président du Sénat.

BILLET PARISIEN

Le retour au Cartel

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)
PARIS, 25 NOVEMBRE (MINUIT).
Les socialistes qui, jusqu'à présent, avaient manifesté le désir de ne pas prendre les responsabilités du pouvoir, ont changé d'attitude. Aujourd'hui, ils se déclarent prêts à assumer le Gouvernement du pays. C'est là le fait nouveau qui, désormais, domine la crise.

La décision des socialistes ne pouvait avoir pour conséquence, en effet, que de réactiver dans le cabinet de M. Doumergue, les radicaux-socialistes. M. Léon Blum et ses amis se déclarent prêts à entrer dans une combinaison ministérielle, ils fournissent par là même aux radicaux-socialistes, qui envisagent avec terreur le divorce d'avec leurs alliés cartellistes, un prétexte pour réclamer une réimpression d'un Gouvernement purcartelliste sans reprise sur ces bases nouvelles.

Le Cartel reprend vie et se sent assez fort pour affronter l'inconnu. Dès lors, la Concentration républicaine devient impraticable; les radicaux, au lieu de se tourner vers le centre, se tournent plus qu'ils l'ont jamais vers l'extrême gauche. M. Doumergue n'a pas plus que M. Briand et M. Doumer, ni l'Union nationale, ni la Concentration républicaine, ni M. Briand, ni M. Doumer... Que restait-il donc à essayer? Le Cartel, une fois de plus. Et c'est pourquoi nous retournerons au Cartel. M. Doumergue a donc confié à M. Herriot, qui a accepté, la mission de constituer le Cabinet.

Mais le retour au Cartel est-il bien une solution? Il serait fon de l'être. La seule condition de l'arrivée des socialistes au pouvoir a été la libre et libre à 130 francs.

La première condition de l'assainissement financier, c'est la confiance du public et de l'étranger. Or, si le public ne croit pas à la confiance dans nos socialistes, pour diriger les destinées du pays.

Sous la pression des événements, sous la poussée des classes, leur passage au pouvoir ne pourra être de longue durée. Au surplus, comment un Ministère comprenant des socialistes réintégrés dans une majorité au Sénat et même à la Chambre, quand on a vu M. Painlevé succomber pour avoir voulu appliquer précisément certaines théories socialistes?

En vérité, l'expérience qu'on nous propose, pour démonstrative qu'elle sera, n'en est pas moins fort préoccupante.

LES CHANGES

	MARDI	MERCREDI
LIVRE	125,90	129,15
DOLLAR	25,99	26,70
BELGIQUE	117,40	120,45

LE CINQUANTAIRE de l'Institut catholique de Paris

Le cardinal Mercier acclamé à son arrivée à la gare du Nord

Paris, 25 novembre. — Le cardinal Mercier, archevêque de Malines, qui vient assister aux fêtes du cinquantième de l'Institut catholique de Paris, est arrivé ce matin à Paris. Il a été l'objet d'une chaleureuse manifestation de sympathie de la part des voyageurs massés dans la salle des Pas-Perdus de la gare du Nord.

Revue de la Presse

LA CRISE

De quoi il s'agit
L'esprit réaliste de M. LUCIEN ROMIER aperçoit très nettement les nécessités de la situation. Il écrit dans le Figaro :
Il ne s'agit plus, aujourd'hui, de rassembler une majorité autour de quelques personnages, estimés ou tolérés, selon les droits et les usages de la carrière parlementaire. Il s'agit de trouver une majorité pour voter des mesures précises et de portée matérielle qui, de toutes façons, lèvent les difficultés d'un grand nombre de citoyens. Il s'agit non pas même seulement de voter ces mesures, il s'agit de les appliquer, avec une constance technique et des moyens politiques, qui supposent la durée aussi bien que l'autorité.

Il est intéressant de noter que le grand journal anglais, le Times, exprime la même idée, qui est aussi celle de la Journée Industrielle. On lit dans le Times :
Depuis quelque temps il est devenu évident que les réformes financières nécessaires ne pourront être effectuées en France que si toute la procédure est mise à l'abri des intermittences habituelles de la politique de parti. C'est aux hommes d'Etat français à décider comment cela peut être fait exactement.

Et voici ce que M. GASCOUX écrit dans la Journée Industrielle :
On doit souhaiter l'avènement le plus rapide possible d'un gouvernement de coopération pour le salut financier. Pourquoi? Parce qu'il suffit, relativement aux risques nouveaux d'inflation, de renverser l'analyse de M. Lamoureux pour constater que la réalisation des plus importants est liée à l'attitude des bailleurs inébranlables du crédit public qui émet immédiatement la perspective d'un gouvernement de combat.

N'est-ce qu'un rêve ?

M. Blum ne croit pas à ce Gouvernement sérieux. Ce qu'il dit dans l'Éclair apparaît malheureusement trop justifié :
Chaque parti a son programme de restauration financière et tous ces programmes se contredisent à qui mieux mieux. L'arbitrage des compétences, désintéressées s'imposerait, mais les compétences ne peuvent être que suspectées à une majorité qui, dans son fol orgueil, entend que tout dans le monde lui obéisse ses vœux.

Et voilà pourquoi notre Gascon Doumergue a la tête en feu, il est condamné à construire sur le sable et son édifice manquera forcément de solidité, quel que soit le maçon auquel il s'adressera.

Un nom : M. Malvy!

Les journaux cartellistes, eux, continuent à se poser de telles questions de personnes et de intérêts de partis. L'Éclair suppose que M. Malvy pourrait présider le futur ministère, qui aura pour tâche essentielle de rendre la confiance. Pourquoi pas Marty?

Contre M. Doumer

Le Quotidien faisant allusion à la candidature de l'ancien gouverneur d'Indo-Chine contre M. Fallières pour la présidence de la République, torpille M. Doumer par la plume de M. P. DEBILLY :
Il va de soi que personne, sauf M. Paul Doumer, n'attend que cet homme politique, dans le point de vue cartelliste, cache sa haine de la pensée, puisse gouverner autour de lui un gouvernement.

De l'Etat Général

M. L. DAUBET, dans l'Action Française, demande les Etats généraux :
Je crois que la dissolution s'impose, étant donné que les prochaines élections seront pour les Etats généraux.

Leur dictature

Aiors, qu'on se dise l'Écho de Paris. Faute d'union, c'est la dissolution de la Chambre, toujours conformément au libre jeu des institutions républicaines et parlementaires.
Mais, de ce renouveau héroïque, les cartellistes ne veulent pas plus.

Que veulent-ils donc? Conserver le pouvoir, contre vents et marées, et pour sauver la République, — pour la République, — insister la dictature, — leur dictature.

Ce qu'il en fait de la France

En attendant le Temps montre ce que la France a perdu à ce résultat :
La guerre, que la République a, durant près de cinquante ans, tout fait pour éviter, mais que les socialistes et certains radicaux-socialistes n'ont pas toujours su ni voulu prévoir, la guerre a fait de la France qui prêtait au monde une France qui doit au monde d'une France riche une France appauvrie, et entre les mains du cartel, d'une France qui tenait ses engagements envers ses nationaux qui lui prêtèrent les fonds de leur épargne une France qui renie ses engagements.

L'hiver à la montagne

Paris, 25 novembre. — La commission sénatoriale de l'hygiène, réunie sous la présidence du docteur Cheveau, a continué l'examen en seconde lecture des textes sur les assurances sociales. Elle a, en particulier, maintenu la conception de l'assurance facultative et accepté les dispositions de la Chambre concernant les femmes non salariées des assurances obligatoires.

L'inventeur des tanks réclame 40 millions d'indemnité au Gouvernement britannique

Londres, 25 novembre. — Nombreux ont été, depuis cinq ans, les personnages qui ont réclamé des indemnités comme étant les auteurs de diverses inventions utilisées pendant la guerre. Voilà que devant le tribunal de Londres, un certain capitaine Bentley se prétend l'inventeur des tanks qui furent utilisés pour la première fois le 15 septembre 1916, sur la Somme, par l'armée anglaise. Il réclame, en conséquence, au Gouvernement britannique, la modeste somme de 300.000 livres sterling, soit plus de 40 millions de francs au cours du change, en exécution d'un contrat qui aurait été passé, à ce qu'il prétend, avec lord Kitchener, l'ancien ministre de la Guerre.

UN CONDAMNÉ A MORT DE QUINZE ANS

Philadelphie, 25 novembre. — La Cour suprême de Pensylvanie maintient la décision de la Cour condamnant William Cavalier, âgé de 35 ans, à la peine de mort pour avoir tué sa grand-mère au mois de janvier dernier.

La Sainte-Catherine à Paris



UN JOUEUX GROUPE DE CATHERINETTES

Paris, 25 novembre. — Les ateliers de modes et de couture ont célébré aujourd'hui la fête de sainte Catherine.

A cette occasion, la plupart des grandes maisons ont organisé dans la matinée, une petite fête intime et ont donné congé à leurs ouvrières pour le reste de la journée.

Dès 11 heures, de nombreux groupes de madinettes circulent, coiffées du traditionnel bonnet de papier, sur les grands boulevards, attirant la curiosité publique. Les



LA STATUE DE LA SAINTE A L'ANGLE DES RUES POISSONNIÈRE ET DE CLÉRY, A PARIS

LES ÉVÉNEMENTS DE SYRIE

Les mesures pour l'occupation de Merdjayoun par nos troupes

Le Times s'exprime de Beyrouth que toutes les automobiles de la zone de Beyrouth ont de nouveau été réquisitionnées pour le transport des troupes françaises, qui doivent occuper Merdjayoun, éventuellement par les rebelles.

Avant de se retirer, ces derniers tentèrent de faire sauter le pont de Khardale construit à grands frais, il y a trois ans, mais ils en furent empêchés et, après une lutte acharnée, durent se replier laissant vingt-cinq morts sur le terrain.

De la même source, on signale que Miss Cave, représentante de la British Syrian Mission, à Hasbaya, est tombée aux mains des Druses dans cette ville.

Non succès sur les Druses confirmés

On confirme au Quai d'Orsay les succès remportés sur les Druses par nos troupes.

LE POURVOI DES BANDITS DE CORMEILLES

Paris, 25 novembre. — Marcel Pierson et Hierro, condamnés par la Cour d'assises de Seine-et-Oise à la peine de mort, et leur complice Vannier, condamné aux travaux forcés à perpétuité, pour le meurtre du facteur Percherot, de Cormelles-en-Parisis, se sont pourvus en cassation, contre l'arrêt de la Cour d'assises.

Le projet de loi sur les assurances sociales au Sénat

Paris, 25 novembre. — La commission sénatoriale de l'hygiène, réunie sous la présidence du docteur Cheveau, a continué l'examen en seconde lecture des textes sur les assurances sociales. Elle a, en particulier, maintenu la conception de l'assurance facultative et accepté les dispositions de la Chambre concernant les femmes non salariées des assurances obligatoires.

TROIS OFFICIERS GRECS CONDAMNÉS A MORT

On mande d'Athènes à l'Érebranos Télégraph qu'un conseil de guerre a condamné à mort trois officiers de l'armée hellénique convaincus d'insubordination.

Les avatars de Romain Daurignac

Paris, 25 novembre. — Cet après-midi, devant la dixième Chambre correctionnelle, a comparu M. Romain Daurignac, le frère de Théodore Humbert, plus connu sous le nom de la « Grande Thérèse », et qui est inculpé de vol.

Le 14 septembre dernier, on arrêta le Daurignac, sur la plainte d'un commis de nouveautés, M. Romain Daurignac, au moment où il venait de prendre à l'étalage d'un magasin, une paire de pantoufles.

LES DRAMES

Un jeune bavaïrois tue son père, sa mère, leur dactylo et se suicide

Strasbourg, 25 novembre. — Un drame épouvantable s'est déroulé dans la famille du couvreur Hennig, à Donneschimmen, en Allemagne du Sud.

Le fils Hennig envoyait la bonne acheter des cigarettes. A peine avait-elle quitté la maison que la bonne entendit plusieurs coups de feu retentir dans l'immeuble. Nonobstant, elle se rendit au débit de tabac, mais, en voulant rentrer, elle constata que la porte était fermée à double tour. Elle s'en fut prévenir la police. Quand les agents pénétrèrent à l'intérieur de la maison, ils trouvèrent le couvreur, M. Hennig, le fils et la dactylo baignant dans leur sang. Tous quatre étaient morts. Sur une feuille de papier étaient écrits ces mots : « Tout le monde est innocent, excepté moi. — Hans Hennig. »

Monsieur Hennig menait la vie à grandes guides. Il prétendait être fiancé à une riche jeune Anzaise, se trouvant actuellement en Italie, et qu'il devait épouser prochainement à Munich. La famille Hennig devait quitter Donneschimmen précisément dans le courant de la journée pour se rendre dans la capitale bavaïroise. Il faut croire que l'histoire des fiançailles n'était qu'un roman.

Un drame sanglant à Soissons: Au cours d'une rixe un Russe tue un jeune homme et en blesse grièvement un autre

Soissons, 25 novembre. — La police a arrêté le Russe Dimitri Belli, habitant route de Chozeux, qui, au cours d'une rixe, la nuit dernière, dans un débit tenu par M. Hauteville, frappa et tua, puis se barricada chez lui. La maison avait été assiégée, Belli, à coups de revolver, tua trois de ses assaillants, Villain, 19 ans, et blessa grièvement Toupet, 20 ans, dont l'état est désespéré.

Désespéré de ne pouvoir être soldat, un jeune homme se suicide

Avignon, 25 novembre. — Désireux de contracter un engagement militaire, mais refusé par la Commission médicale par suite de son état maladif, Louis Corsetti, 21 ans, à Villeneuve-les-Avignon, conçut un tel chagrin de cet événement qu'il décida d'en finir avec l'existence. S'armant d'un fusil, il s'assit sur son lit et se fit sauter la cervelle.

UN CONDAMNÉ A MORT DE QUINZE ANS

Philadelphie, 25 novembre. — La Cour suprême de Pensylvanie maintient la décision de la Cour condamnant William Cavalier, âgé de 35 ans, à la peine de mort pour avoir tué sa grand-mère au mois de janvier dernier.

LES CHANGES

	MARDI	MERCREDI
LIVRE	125,90	129,15
DOLLAR	25,99	26,70
BELGIQUE	117,40	120,45

LE CINQUANTAIRE de l'Institut catholique de Paris

Le cardinal Mercier acclamé à son arrivée à la gare du Nord

Paris, 25 novembre. — Le cardinal Mercier, archevêque de Malines, qui vient assister aux fêtes du cinquantième de l'Institut catholique de Paris, est arrivé ce matin à Paris. Il a été l'objet d'une chaleureuse manifestation de sympathie de la part des voyageurs massés dans la salle des Pas-Perdus de la gare du Nord.